



Bourse Uemoa

Togo

• (Page 03)

Afrique de l'Ouest

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Vers une industrie extractive plus transparente

Accroître les investissements pour l'auto-suffisance en riz

Massandjé Touré-Litsé, Commissaire aux affaires économiques et à l'agriculture de la CEDEAO, conduit la ... • (Page 02)

Pétrole

Les cours hésitants après des données contradictoires en Chine

Les cours du pétrole hésitaient lundi, pris entre des données économiques contradictoires sur l'activité manufacturière en Chine, pays déterminant pour les ... • (Page 08)

Finance climat

Un premier brouillon d'accord vers la COP29

Dévoilé par l'ONU, ce document dévoile à grand trait les positions de négociation des blocs de pays à la COP29. ... • (Page 09)

CNSS

Une foraine d'accompagnement dans la région des plateaux

La CNSS organise du 06 au 21 septembre 2024 une foraine d'accompagnement sur les processus de mise à jour, de contrôle de vie et ... • (Pages 04)

Emploi

La Banque mondiale lance un Conseil de haut niveau

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé le lancement du Conseil consultatif de haut niveau sur l'emploi, une nouvelle initiative qui ... • (Page 06)

Filière café & cacao

Prix indicatifs aux producteurs du 1er au 15 septembre 2024

Au Togo, le Comité de coordination pour les filières café et cacao, rend public, les prix indicatifs aux producteurs pour la période allant du 1er au 15 septembre ... • (Page 11)



Assurance des investissements

• (Page 04)

La SIACE accueille le Togo comme 50ème pays membre



PROFITEZ À FOND

LA FIBRE CANALBOX
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER
DANS TOUTE LA MAISON

CANALBOX
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.

CMJN

CMJN

+

+

Afrique de l'Ouest

Accroître les investissements pour l'autosuffisance en riz

Massandjé Touré-Litsé, Commissaire aux affaires économiques et à l'agriculture de la CEDEAO, conduit la délégation de la Commission de la CEDEAO au Forum sur les systèmes alimentaires en Afrique 2024, qui se tiendra à Kigali, au Rwanda du 2 au 6 septembre 2024.

• Nicole Esso

Au cours de cet événement important, la Commission de la CEDEAO et ses partenaires organiseront un événement parallèle sur le thème « Accroître les investissements pour l'autosuffisance en riz en Afrique de l'Ouest : Opportunités et défis » le 3 septembre à Kigali, Rwanda. Le secteur du riz en Afrique de l'Ouest est une pierre angulaire de la sécurité alimentaire régionale, mais la dépendance persistante à l'égard des importations de riz met en évidence la nécessité d'une stratégie solide pour améliorer la production locale. En réponse, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a développé un programme rizicole complet visant à atteindre l'autosuffisance en riz. Cet agenda comprend l'adoption de l'« Offensive riz » en 2014, le Plan d'action régional (2020-2025) et la création de l'Observatoire du riz de la CEDEAO (ORCE) en 2022. Plus récemment, la feuille de route régionale pour le riz (2025-2035) validée par les parties prenantes guidera les efforts futurs pour transformer le secteur. ERO, une plateforme multi-acteurs établie en partenariat avec des organisations telles que la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, la Fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) et d'autres,



joue un rôle central dans la coordination des activités et des investissements dans le secteur du riz en Afrique de l'Ouest. Basé à la Commission de la CEDEAO, sous la Direction de l'agriculture et du développement rural, l'ERO vise à aligner les parties prenantes, y compris les agriculteurs, les usiniers, les donateurs et les institutions, afin de réduire la duplication et de maximiser l'utilisation des ressources. Sa mission est de faciliter la collaboration, de catalyser la croissance et de suivre les progrès, pour finalement conduire la région vers une production rizicole compétitive, durable et résiliente. Le Forum africain sur les systèmes alimentaires (AFS) 2024, dont le thème est « Innover, accélérer et passer à l'échelle : Transformer les systèmes alimentaires à l'ère du numérique et du climat » offre une plateforme essentielle pour faire progresser l'innovation agricole. Le forum réunira des dirigeants mondiaux, des investisseurs et des parties prenantes

pour discuter des moyens de transformer les systèmes alimentaires à travers l'Afrique. Dans le cadre de l'AFS, la CEDEAO organisera un événement parallèle pour aborder des aspects spécifiques du développement du secteur rizicole, faciliter le partage des connaissances et mettre en lumière des initiatives innovantes alignées sur les thèmes du Forum AFS. L'événement parallèle de la CEDEAO se penchera sur la feuille de route régionale pour le riz (2025 - 2035), en se concentrant sur la mise à l'échelle des paquets d'investissement dans le secteur du riz. Il comprendra des panels de discussion de haut niveau sur deux sujets clés. La première session du panel explorera « les cadres politiques et les solutions durables » avec les ministres de l'agriculture et les principaux décideurs politiques de l'Afrique de l'Ouest. Elle vise à garantir l'alignement entre la feuille de route pour le riz et les stratégies nationales de développement du riz des États membres pour une mise en œuvre efficace et un plus grand impact. La deuxième session du panel se concentrera sur le « Financement des innovations rizicoles durables » afin de débloquer les investissements pour un secteur rizicole résilient. Elle réunira des financiers, des acteurs du secteur privé, des partenaires de développement et des fonctionnaires.

AUX DECIDEURS ...

Le baobab, symbole de résilience climatique

Les baobabs atteignent des âges extraordinairement vieux. Certains sont âgés de plusieurs milliers d'années. Au cours de ces vies, les baobabs âgés ont survécu à des conditions climatiques erratiques.

En tant qu'écologiste ayant passé les 17 dernières années à étudier le baobab, Sarah Venter, écologiste spécialiste des baobabs, Université du Witwatersrand a examiné spécifiquement la santé des baobabs adultes en Afrique pour déterminer si les changements climatiques plus récents d'origine humaine ont commencé à avoir un effet sur ces magnifiques arbres.

Au cours de la dernière décennie, le commerce croissant des produits dérivés du baobab a soutenu des milliers de communautés rurales, en particulier les femmes marginalisées qui peuvent cueillir les fruits des arbres situés autour de leurs exploitations et les vendre pour en tirer un revenu indispensable. La disparition éventuelle des baobabs aurait des conséquences dévastatrices pour de nombreuses personnes et pour les économies locales.

Il est bien connu que les baobabs atteignent un âge extraordinaire. La datation au radiocarbone a permis de découvrir à plusieurs reprises des baobabs âgés de plus de 1 000 ans, les plus vieux d'entre eux atteignant 2 500 ans. Au cours de leur vie, les baobabs ont survécu à des conditions climatiques erratiques, notamment des sécheresses et des inondations. Les chercheurs ont utilisé des isotopes de carbone récupérés dans la moelle de neuf baobabs pour recréer les régimes de précipitations des 1 000 dernières années.

La mortalité des arbres adultes est négligeable, sauf là où l'on trouve des éléphants. Les éléphants se nourrissent d'écorce de baobab pendant la saison sèche et, lorsque leur nombre devient trop élevé, les baobabs sont surexploités, ce qui peut entraîner un déclin de leur population. Cependant, là où il n'y a pas d'éléphants, les baobabs adultes ont un taux de survie très élevé.

Les baobabs sont bien sûr menacés par plusieurs facteurs, dont le plus dévastateur est l'herbivorie (le fait de manger des plantes). Des études menées dans toute l'Afrique ont montré que les jeunes arbres subissent une forte pression de broutage de la part des animaux domestiques et de la faune sauvage. Si le broutage ne constitue pas une menace aussi importante pour les baobabs adultes, les éléphants le sont.

Bien que les grandes sécheresses du milieu des années 1960 et du début des années 1970, 1980 et 1990 aient certainement causé la mort de plusieurs baobabs dans la région, trop d'eau semble être une plus grande menace pour les baobabs que trop peu.

Les baobabs sont vulnérables à l'excès d'eau pendant la saison sèche (hiver) lorsqu'ils sont dépourvus de feuilles, car celles-ci agissent comme une pompe pour l'eau qui vient des racines. Sans feuilles, les baobabs n'ont aucun moyen d'évacuer l'excès d'eau et développent une pourriture des racines et des tiges, ce qui entraîne l'effondrement ou la mort.

Alors que les températures mondiales continuent d'augmenter, des millions de formes de vie à travers le monde sont menacées.

Les plantes et les animaux diffèrent dans leur capacité à s'adapter aux variations climatiques. Beaucoup d'entre eux sont sensibles au moindre changement et peuvent donc être les premiers à mourir.

Les baobabs, au contraire, sont bien adaptés aux changements de température et de précipitations, comme le montrent leur large répartition géographique et leur longévité extrême. Les baobabs, comme toute forme de vie, ne sont pas immortels, mais ils pourraient bien être le « dernier arbre debout ». Loin d'être victimes du changement climatique, comme le laissent entendre les réseaux sociaux, ils peuvent être des symboles de résilience.

M.T

Image du jour



• L'équipe de l'Ambassade de France au Togo, a assisté à la 36ème cérémonie de prise de la pierre sacrée "Kpessoso" à Glidji, permettant de valoriser le patrimoine ancestral du peuple Guin !

©KHENY613, PHOTOGRAPHY | EPE-EKPE 2024

Le Togo en chiffres

| Informations générales | Togo | Afrique Subsaharienne | Source |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Superficie | 56 790 km ² | 21,7 km ² | Banque mondiale, 2018 |
| Population | 8,3 millions | 1 094 millions | ONU, 2020 |
| Part de la population urbaine | 42,8 % | 41,4 % | ONU, 2020 |
| Croissance démographique | 2,4 % | 2,6 % | ONU, 2020 |
| Taux de fertilité | 4,4 enfants par femme | 4,7 enfants par femme | ONU, 2015-2020 |
| Espérance de vie à la naissance | 60,5 ans | 60,5 ans | ONU, 2015-2020 |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans | 41 % | 42,7 % | ONU, 2020 |
| Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA | 24,1 % | 38,3 % | Banque mondiale, 2018 |
| Taux d'alphabétisation des adultes | 66,5 % | 65,9 % | Banque mondiale 2019 |
| APD par habitant | 50,9 USD | 49,9 USD | Banque mondiale 2019 |
| Classement IDH 2019 | 167 / 189 | | PNUD, 2020 |

Togo

Vers une industrie extractive plus transparente

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives au Togo - ITIE Togo - et ses partenaires, sous le leadership de l'ONG ACOMB, luttent contre la corruption dans le secteur extractif pour garantir une industrie plus transparente et équitable. Un diagnostic récent a révélé trois principaux risques : l'opacité de la participation de l'État dans les sociétés minières, les pratiques douteuses dans la location d'équipements, et la confusion autour de la propriété effective des entreprises. Des mesures ont été prises pour renforcer la transparence et la responsabilité, visant à prévenir la corruption et à assurer que les ressources naturelles du Togo bénéficient à l'ensemble de ses citoyens.

Dévoiler l'invisible : Lutter contre la corruption dans le secteur extractif du Togo

L'ITIE Togo et ses partenaires combattent les risques de corruption dans le secteur extractif pour une industrie plus transparente et équitable.



• Exploitation de phosphates au Togo. Photo : Alexandra Pugachevsky / Wikimedia Commons.

Le Togo fait des progrès dans la lutte contre la corruption au sein de son secteur extractif. Dans le cadre d'un projet récent, l'ITIE Togo, avec le leadership de l'ONG ACOMB, a utilisé l'outil de diagnostic de la corruption dans le secteur extractif de NREGI dans le but d'identifier et de résoudre les principaux risques de corruption dans la gestion du secteur minier. Le rapport thématique de l'ITIE Togo fournit un aperçu de trois domaines clés de préoccupation, ainsi que des recommandations concrètes pour répondre à chaque risque.

Risque 1 : Opacité relative à la participation de l'État dans les sociétés minières

L'une des découvertes les plus alarmantes a été l'ambiguïté entourant la participation de l'État dans les sociétés minières. Selon la loi, le gouvernement togolais détient une participation gratuite de 10 % dans les entreprises minières. Cependant, une analyse des données financières des entreprises dans le Rapport ITIE 2021 du Togo a révélé des incohérences—de nombreuses sociétés n'ont pas pu confirmer la participation de l'État. Ce manque de transparence soulève des soupçons de corruption potentielle et souligne la nécessité de processus de vérification rigoureux.

Pour lutter contre ce problème, le Ministère des Mines et de l'Énergie a pris la résolution de vérifier la participation de l'État dans ces entreprises avant la publication des futurs rapports ITIE. Assurer que la participation de l'État soit correctement rapportée et transparente est essentiel pour maintenir l'intégrité et la confiance du public dans le secteur.

Risque 2 : Pratiques douteuses dans la location d'équipements

Le diagnostic a également mis en évidence des pratiques douteuses impliquant la location d'équipements dans l'industrie minière. Une société togolaise avait conclu un contrat de location d'engins lourds avec une entité étrangère, avec des paiements totalisant plus de 4 milliards de francs CFA (environ 8 millions USD) sur sept ans. Ces paiements, qui semblaient excessifs par rapport aux services fournis, étaient accompagnés de retraits en espèces suspects par des personnes proches des dirigeants de l'entreprise, soulevant des soupçons de corruption et de blanchiment d'argent.

En réponse, les autorités ont initié une évaluation sectorielle des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme liés au secteur minier. Cette évaluation, conforme aux recommandations internationales, vise à renforcer les contrôles et à garantir que les transactions financières dans le secteur extractif soient transparentes. La mise en œuvre de ces mesures aidera à prévenir les flux financiers illicites et à renforcer l'intégrité financière du secteur.

Risque 3 : Le labyrinthe de la propriété effective

Un autre risque significatif mis en évidence concernait la confusion autour de la propriété effective—les véritables bénéficiaires des entreprises. Plusieurs institutions étaient impliquées dans la gestion de ces informations, souvent sans coordination, ce qui entraînait un manque de clarté et des potentiels intérêts cachés ou des conflits d'intérêts. Le manque de cohérence dans cette approche peut dissimuler la corruption, car les bénéficiaires réels peuvent se cacher derrière des structures juridiques complexes.

Pour y remédier, la Cellule Climat des Affaires de la Présidence de la République a facilité une collaboration entre les institutions concernées, attribuant au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) la responsabilité de la gestion de la propriété effective. Cette centralisation, accompagnée d'une transparence accrue et d'une coopération renforcée, vise à combler les lacunes permettant les pratiques corruptives. Renforcer ces mesures est vital pour garantir que tous les acteurs soient tenus responsables et que le secteur fonctionne avec une plus grande intégrité.

Aller de l'avant

La lutte contre la corruption dans le secteur extractif du Togo est loin d'être terminée, mais les mesures prises par l'ITIE Togo et ses partenaires, ainsi que le travail de contrôle citoyen de l'action publique par la société civile avec le leadership de l'ONG ACOMB, sont des pas importants vers une industrie plus transparente et équitable. En s'attaquant à ces principaux domaines de risque et en mettant en œuvre les actions recommandées, le Togo jette les bases d'un avenir où ses ressources naturelles profitent à tous ses citoyens, à l'abri des ombres de la corruption. Ensemble, avec une vigilance et une collaboration continue, le Togo peut construire un secteur minier à la fois prospère et équitable.

Par Kossi KOUGBLENOU,
Expert en gouvernance des industries extractives
Directeur Exécutif de l'ONG ACOMB



Le Togo en chiffres

| Prévisions du commerce extérieur | 2021 | 2022 (e) | 2023 (e) | 2024 (e) | 2025 (e) |
|--|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 10,4 | 6,3 | 4,9 | 7,5 | 7,8 |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | 6,0 | 5,5 | 6,2 | 6,8 | 8,6 |

| | | | |
|---------|-----|------------|-----|
| Sénégal | 5,0 | Etats-Unis | 2,7 |
| Nigeria | 4,0 | Malaisie | 2,7 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Le Togo en chiffres

| Indicateurs économiques | Togo | Afrique Subsaharienne | Source |
|--|-------------|-----------------------|--------------|
| PIB nominal en 2021 | 8,4 Mds USD | 1 870 Mds USD | FMI |
| PIB par habitant en 2021 | 991,5 USD | 1 742 USD | FMI |
| Part du secteur de l'agriculture dans le PIB | 22 % | 19 % | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur de l'industrie dans le PIB | 23 % | 29 % | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur des services dans le PIB | 55 % | 52 % | CNUCED, 2020 |

| Indicateurs économiques | Togo | | Afrique Subsaharienne | | Source |
|---|--------|--------|-----------------------|---------|--------|
| | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | |
| Croissance du PIB réel | +5,1 % | +5,6 % | +4,5 % | +3,8 % | FMI |
| Croissance du PIB réel par habitant | +2,6 % | +3 % | +2,3 % | +1,5 % | FMI |
| Taux d'inflation moyen annuel | +4,3 % | +4,6 % | +11 % | +12,2 % | FMI |
| Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB) | -6,5 % | -4,9 % | -5,3 % | -4,7 % | FMI |
| Dette publique (en % du PIB) | 63,8 % | 63,6 % | 56,9 % | 55,1 % | FMI |
| Dette extérieure publique (en % du PIB) | 25,8 % | 28,0 % | 25,1 % | 24 % | FMI |

Assurance des investissements

La SIACE accueille le Togo comme 50ème pays membre

La Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), un assureur multilatéral basé sur la charia et membre du groupe de la Banque islamique de développement (BID), annonce, le 02 septembre 2024 à Djeddah, Arabie saoudite, que la République togolaise a officiellement rejoint l'organisation en tant que 50ème État membre.

Joël Yanlo

Cette adhésion importante du Togo reflète non seulement la confiance et la collaboration croissantes au sein de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), mais également renforce l'engagement de la SIACE à fournir des solutions d'assurance sur mesure qui favorisent une croissance économique durable et des opportunités d'investissement dans ses pays membres.



favoriser le développement durable et la résilience économique dans la région. » Alors que la SIACE continue d'élargir son adhésion et ses services, l'organisation reste déterminée à renforcer la résilience économique et à aider ses États membres à attirer les investissements directs étrangers (IDE) et à favoriser les opportunités commerciales.

États membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (Accord d'investissement de l'OCI). Le mandat de la Société est de promouvoir les transactions commerciales dans ses pays membres et de faciliter la circulation des investissements directs étrangers dans ces pays membres afin de contribuer au développement socio-économique de ses pays membres.

Port de Lomé

Légère hausse du trafic au premier trimestre

Le Port de Lomé a enregistré une légère augmentation du volume de son trafic total au premier trimestre de l'année 2024.

Les données, publiées par la Direction générale du budget et des finances (DGBF), révèlent un trafic global de 7 millions de tonnes, soit une progression de 1,0% par rapport à la même période en 2023.

témoigne du dynamisme et de l'activité constante de la plateforme en eau profonde de la sous-région. Ce dynamisme s'est traduit par la présence de l'infrastructure au sein du classement des 100 meilleurs ports à conteneurs du monde, pour la quatrième année consécutive, ainsi que par la consolidation de sa position de leader sous-régional.

leurs ports à conteneurs du monde, pour la quatrième année consécutive, ainsi que par la consolidation de sa position de leader sous-régional.

(Togo Officiel)



CNSS

Une foire d'accompagnement dans la région des plateaux

La CNSS organise du 06 au 21 septembre 2024 une foire d'accompagnement sur les processus de mise à jour, de contrôle de vie et d'émission des cartes uniques d'assurance au profit des partenaires sociaux de la région des plateaux.

Official communication from the Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) regarding a social security fair in the Plateaux region from September 6 to 21, 2024. The communication lists various services and sites involved in the campaign.

Transformation agricole

Un prêt de 26,5 millions \$ de la BAD, pour soutenir les agropoles

Le Togo va obtenir un prêt de 26,55 millions de dollars (environ 15,7 milliards FCFA) de la Banque africaine de développement (BAD) dans le cadre de la deuxième phase de son Projet de transformation agricole (PTA-Togo), visant à créer des pôles industriels dédiés à la transformation des produits agricoles dans les régions de la Kara et des Savanes.

C'est le mois dernier que l'institution de développement basée à Abidjan a annoncé cette facilité (approuvée le 19 juillet 2024 par le Conseil d'Administration de la BAD). Ces ressources proviennent de la Facilité d'appui à la transition, un mécanisme de la BAD destiné à soutenir les États en transition comme le Togo.

tion et l'opérationnalisation d'un parc agro-industriel à Broukou, dans la préfecture de Doufelgou. Ce parc comprendra des infrastructures modernes, notamment des voiries, des réseaux électriques, un bloc administratif et des équipements de protection civile. En parallèle, de petits matériels agricoles seront également acquis pour les sites maraîchers, avec un focus particulier sur les femmes agricultrices.

caine de développement) annonçait un financement de 30 milliards FCFA, toujours à son bénéfice. Dans son ensemble, le programme PTA-Togo prévoit la construction de dix centres de transformation agricole (agropoles) sur tout le territoire, dont « le premier, implanté à Kara, « a d'ores et déjà atteint sa vitesse de croisière », selon la BAD. Rappelons que, selon les projections du gouvernement togolais, le PTA-Togo devrait bénéficier directement à plus de 800 000 personnes, avec une attention particulière pour l'inclusion des femmes, qui représentent la moitié des bénéficiaires attendus.

Avec Togo First

Table titled 'Le Togo en chiffres' containing economic indicators such as trade balance, foreign debt, and commercial profile for the years 2016-2020.

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE-----
La Commission
-----Département des Services Administratifs
et Financiers

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N°021/2024/COM/UEMOA
(Reprise)

Date de publication de l'avis: le 16 août 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la passation de marchés de clientèle en vue des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la sélection d'un prestataire pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
4. Le dossier d'appel d'offres est constitué de huit (08) lots :
 - **Lot 1** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Présidence de la Commission ;
 - **Lot 2** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des services administratifs et financiers (DSAF) ;
 - **Lot 3** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Marché Régional et de la Coopération (DMRC) ;
 - **Lot 4** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Développement Humain (DDH) ;
 - **Lot 5** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE)
 - **Lot 6** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) ;
 - **Lot 7** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) ;
 - **Lot 8** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du développement de l'Entreprise, des Mines et de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN).

NB : Un prestataire ne peut être attributaire de plus de deux (02) lots.

5. Le délai d'exécution du marché est d'une (01) année, renouvelable au maximum deux (02) fois, après exécution satisfaisante des prestations.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous:

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers.**

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

8. Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 17 septembre 2024 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA/LOT. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables

9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par Délégation,
le Directeur de Cabinet,**


Lassana FOFANA



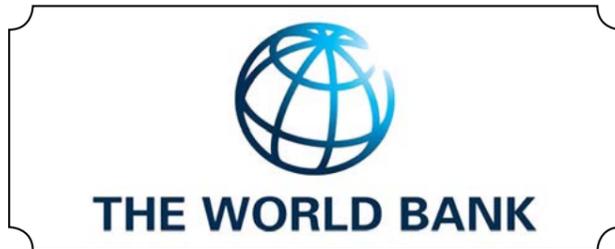
Emploi

La Banque mondiale lance un Conseil de haut niveau

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé le lancement du Conseil consultatif de haut niveau sur l'emploi, une nouvelle initiative qui identifiera des politiques et des programmes concrets pour répondre à la crise de l'emploi qui se profile dans les pays du Sud.

● Wilson Lawson

Au cours des dix prochaines années, 1,2 milliard de jeunes des pays du Sud deviendront des adultes en âge de travailler, un chiffre sans précédent. Dans le même temps, le marché du travail ne devrait créer que 420 millions d'emplois, laissant près de 800 millions de personnes sans voix claire vers la prospérité. Même si certains jeunes poursuivront leurs études, leur entrée éventuelle sur le marché du travail ne fera qu'aggraver ce problème. Le Conseil consultatif de haut niveau est une initiative du Groupe de la Banque mondiale qui vise à transformer ce défi en une opportunité de prospérité future. Il se concentrera sur les opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes. Le taux de participation des femmes au marché du travail à l'échelle mondiale est d'un peu plus de 50 % (beaucoup plus bas dans certaines régions) contre 80 % pour les hommes. Le Conseil réunira des experts de premier plan issus des gouvernements, des entreprises, de la société civile et du monde universitaire, qui proposeront des réflexions et des stratégies concrètes pour créer des opportunités d'emploi à grande échelle. Les stratégies élaborées



seront examinées au sein du Groupe de la Banque mondiale en vue de leur mise en œuvre dans des pays concrets. Celles qui affichent le niveau de réussite souhaité seront étendues au cours des prochaines années pour relever efficacement le défi de l'emploi. Le Conseil sera dirigé et coprésidé par Tharman Shanmugaratnam, Président de la République de Singapour et ancien Vice-Premier Ministre et Ministre coordonnateur des politiques économiques et sociales, et Michelle Bachelet, ancienne Présidente de la République du Chili et Chef du Gouvernement pendant deux mandats (2006-2010 et 2014-2018). « La création d'emplois est le moyen le plus sûr de lutter contre la pauvreté et d'accroître la prospérité », a déclaré le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga. « L'emploi est le meilleur indicateur de réussite pour tout individu : il apporte dignité, fierté et capacité à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Nous lançons le Conseil pour fon-

der notre stratégie de développement sur la création d'opportunités d'emploi aux quatre coins du monde. » « Les emplois de qualité sont au cœur des aspirations de tous, mais ils constituent également un défi croissant face aux avancées technologiques rapides, à l'incertitude géoéconomique et aux menaces climatiques », a déclaré Shanmugaratnam. « De nouvelles stratégies sont nécessaires pour assurer une croissance durable de l'emploi et des revenus au sein des populations des pays en développement, et pour profiter des avantages que cela apportera également à l'économie mondiale. » Le Conseil se réunira régulièrement et travaillera directement avec Banga et la haute direction du Groupe de la Banque mondiale. Les membres du Conseil seront annoncés prochainement. Le Conseil a pour objectif de tenir sa première réunion lors des Assemblées annuelles 2024 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI.

Telecom

Le Burkina Faso veut couvrir 1000 zones blanches en trois ans

Le pays a déjà couvert 183 zones blanches en 2022. Cela a nécessité un investissement d'environ 10,5 millions \$ sur la période 2021-2022.

Le gouvernement burkinabè veut couvrir 1000 zones blanches, encore dépourvues des services de téléphonie mobile et d'Internet, au cours des trois prochaines années. L'initiative a été révélée le mardi 27 août par Aminata Zerbo/Sabane, ministre de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques, lors de l'émission « Tribune de redevabilité » sur la chaîne publique Radio-diffusion-Télévision du Burkina (RTB). « Ce sont des zones où les opérateurs n'ont pas d'obligations d'investir. Ces zones ne sont pas inscrites dans leurs cahiers des charges parce qu'elles ne sont pas très rentables. Pour n'exclure personne, le gouvernement prend sur lui d'investir, de construire les infrastruc-



tures qu'il faut pour que ces zones aussi soient couvertes et pour que les populations de ces zones-là puissent accéder aux services », a expliqué la ministre. Selon Mme Zerbo/Sabane, le nombre de zones blanches identifiées dans le pays est de 1700, dont 183 ont été connectées en 2022. Le gouvernement burkinabè a investi 6,2 milliards de francs CFA (10,47 millions \$) à travers le Fonds pour l'accès et le service universels (FASU) à cet effet. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la

volonté du gouvernement de généraliser la couverture des services de télécommunications considérés comme un droit pour la population. Selon les chiffres avancés par la ministre, le taux de couverture des services de téléphonie mobile est de 85 %, contre 64 % pour l'Internet 3G et 46 % pour l'Internet 4G. Pour rappel, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du Burkina Faso (ARCEP) a recensé 27,26 millions d'abonnements à la téléphonie mobile (cartes SIM) au 31 mars 2024 pour un taux de pénétration de 116,45 %. Le parc global des abonnements à l'Internet mobile est de 18,67 millions, soit 79,78 % de la population.

Avec Agence Ecofin

Vol d'identifiants en 2024

Les utilisateurs de Google, Facebook et Amazon sont les plus ciblés

Google, Facebook et Amazon sont les marques les plus fréquemment ciblées par les attaques de phishing, selon une récente étude de Kaspersky menée auprès de 25 entreprises mondiales populaires.

● Junior Aredola

Les cybercriminels s'attaquent également massivement aux identifiants et aux données d'autres marques, le nombre d'attaques augmentant de près de 1,5 fois d'une année sur l'autre. Kaspersky a analysé un échantillon de 25 noms issus du classement Best Global Brands 2023 d'Interbrand pour détecter les tentatives de phishing. Au cours du premier semestre 2024, des personnes du monde entier ont tenté d'accéder à de fausses ressources se faisant passer pour ces marques près de 26 millions de fois, soit près de 40 % de plus qu'en janvier-juin 2023. Les experts de Kaspersky attribuent cette forte hausse à une augmentation des activités frauduleuses plutôt qu'à une baisse de la vigilance des utilisateurs : les cybercriminels deviennent plus agressifs dans leur quête des données et de l'argent des utilisateurs. Parmi les marques étudiées, les cybercriminels ont principalement ciblé les services Google dans leurs tentatives de vol d'identifiants, tels que les noms d'utilisateur et les mots de passe. Les solutions Kaspersky ont bloqué plus de 4 millions de tentatives dans le monde d'accès à des sites de phishing conçus pour inciter les utilisateurs à fournir leurs informations de compte Google. Après Google, on compte environ 3,7 millions de tentatives sur



les utilisateurs de Facebook, tandis qu'Amazon se classe au troisième rang avec environ 3 millions. Microsoft et DHL complètent le top 5 avec respectivement 2,8 millions et 2,6 millions de tentatives. PayPal, Mastercard, Apple, Netflix et Instagram se sont avérés faire partie des 10 marques les plus ciblées par les cybercriminels pour obtenir des identifiants et de l'argent en 2024. Certaines marques sont de plus en plus ciblées par des tentatives d'attaques de phishing par rapport à l'année dernière. Le phishing pour Google a plus que triplé, affichant une croissance de 243 % au premier semestre 2024 par rapport à l'année dernière. Mastercard a constaté une augmentation de 210 % des tentatives de vol de données sensibles et d'argent, suivie par Facebook et Netflix, qui ont tous deux connu un doublement des tentatives d'attaque. « Cette année, les tentatives de phishing visant Google ont considérablement augmenté. Si un pirate parvient à accéder à un compte Gmail, il peut potentiellement accéder à plusieurs services, ce qui en fait une cible de choix. Le phishing visant Mastercard, qui vise généralement à voler de l'argent,

a probablement augmenté parallèlement à la prolifération de fausses boutiques en ligne prétendant vendre des produits et proposant des options de paiement avec une prétendue Mastercard », explique Olga Svistunova, experte en sécurité chez Kaspersky. « Il est intéressant de noter que Microsoft a enregistré une baisse du nombre de clics sur les ressources de phishing. Cette marque étant fréquemment ciblée par le phishing d'identifiants d'entreprise, cette baisse peut être attribuée à une meilleure connaissance de la cybersécurité dans diverses organisations. DHL a également enregistré une baisse, ce qui est une tendance commune à plusieurs marques de transport et de logistique que nous avons analysées. » Parmi les autres marques qui ne figurent pas dans le top 10, mais qui sont de plus en plus ciblées, on trouve HSBC, qui a vu ses tentatives de phishing multipliées par huit en 2024, pour atteindre 240 000, et eBay, qui a vu ses attaques tripler, pour atteindre plus de 300 000. Airbnb, American Express et LinkedIn ont enregistré des augmentations respectives de 174 %, 137 % et 122 % des tentatives.

Compagnies

Shell réduira de 20% ses effectifs dans l'exploration

Comme plusieurs autres multinationales pétrolières, Shell travaille activement à optimiser ses investissements dans les hydrocarbures, conformément à ses objectifs opérationnels.

La multinationale anglo-néerlandaise Shell compte se séparer d'une partie substantielle du personnel qu'elle emploie à l'échelle globale. La mesure annoncée jeudi 29 août concerne particulièrement le segment exploration et les activités liées à la recherche des ressources pétrogazières souterraines. Selon les détails fournis par la compagnie, cette décision s'inscrit dans le cadre du « projet d'organisation actuel qui prévoit une réduction globale de 20% du nombre de postes par rapport aux chiffres de 2022 ». C'est environ 1/5

de son personnel à l'échelle mondiale qui sera touché par cette décision. D'après les explications de Wael Sawan, le patron de Shell, cette dernière doit permettre à l'entreprise de limiter ses « coûts d'exploitation structurels de 2 à 3 milliards USD d'ici fin 2025 ». Une option qui nécessite selon lui « une optimisation de son portefeuille, de nouveaux gains d'efficacité et une organisation globale plus flexible ». La mesure s'annonce alors qu'en début d'année, Shell a déjà fait part de son intention de supprimer des centaines d'emplois dans sa division dédiée aux

« solutions à faible émission de carbone ». Un choix qui avait alors suscité des doutes sur l'engagement de la compagnie de faveur de la transition énergétique. Outre la réduction de ses effectifs dédiés au renouvelable, Shell a également supprimé des postes en lien avec ses opérations dans le segment aval, notamment pétrochimiques. Du personnel basé en Afrique pourrait être impacté par la nouvelle mesure, l'entreprise étant engagée dans la recherche d'hydrocarbures sur le continent, notamment au Nigeria et en Égypte.

Avec Agence Ecofin

lundi 2 septembre 2024

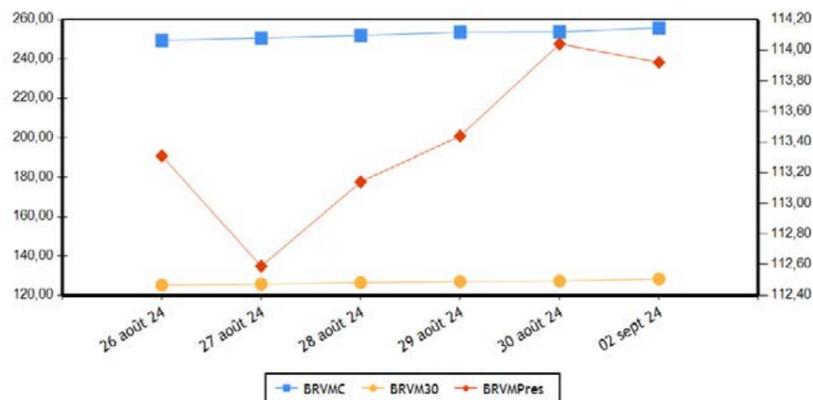
N° 166

| | |
|-----------------------|---------------|
| BRVM COMPOSITE | 255,79 |
| Variation Jour | 0,84 % |
| Variation annuelle | 19,44 % |

| | |
|--------------------|---------------|
| BRVM 30 | 128,36 |
| Variation Jour | 0,88 % |
| Variation annuelle | 19,02 % |

| | |
|----------------------|---------------|
| BRVM PRESTIGE | 113,92 |
| Variation Jour | -0,11 % |
| Variation annuelle | 12,27 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 9 513 724 946 194 | 1,23 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 169 088 | -88,74 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 311 220 788 | -85,23 % |
| Nombre de titres transigés | 40 | -4,76 % |
| Nombre de titres en hausse | 20 | 17,65 % |
| Nombre de titres en baisse | 11 | -21,43 % |
| Nombre de titres inchangés | 9 | -18,18 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-------------------------------|-------|------------|----------------|
| BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS) | 3 620 | 7,42 % | 13,13 % |
| BERNABE CI (BNBC) | 1 455 | 7,38 % | 45,50 % |
| BANK OF AFRICA ML (BOAM) | 1 770 | 7,27 % | 20,00 % |
| BANK OF AFRICA BF (BOABF) | 4 175 | 4,38 % | -40,19 % |
| BANK OF AFRICA BN (BOAB) | 7 775 | 3,67 % | 22,25 % |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 113,92 | -0,11 % | 12,27 % | 28 769 | 120 742 495 | 8,37 |
| BRVM-PRINCIPAL | 36 | 124,20 | 1,20 % | 19,47 % | 140 319 | 190 478 293 | 10,73 |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 11 | 106,41 | -0,09 % | 5,33 % | 7 917 | 15 803 625 | 7,48 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 692,02 | 1,20 % | 30,21 % | 25 150 | 123 752 680 | 9,99 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 96,77 | 0,95 % | 11,98 % | 111 713 | 124 224 888 | 5,97 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 340,51 | 0,35 % | 2,89 % | 832 | 1 154 320 | 4,41 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 167,51 | -0,74 % | 3,68 % | 18 710 | 35 900 895 | 11,82 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 357,65 | -1,24 % | 8,97 % | 4 766 | 10 384 380 | 53,26 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 845,21 | 0,00 % | -23,89 % | 0 | 0 | - |

| Indicateurs | BRVM COMPOSITE |
|-------------------------------------|------------------|
| PER moyen du marché | 9,40 |
| Taux de rendement moyen du marché | 7,84 |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 10,00 |
| Nombre de sociétés cotées | 46 |
| Nombre de lignes obligataires | 150 |
| Volume moyen annuel par séance | 391 664,00 |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 1 131 469 313,16 |

| Indicateurs | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité | 3,21 |
| Ratio moyen de satisfaction | 15,31 |
| Ratio moyen de tendance | 476,42 |
| Ratio moyen de couverture | 20,99 |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,02 |
| Prime de risque du marché | 4,88 |
| Nombre de SGI participantes | 32 |

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Pétrole

Les cours hésitants après des données contradictoires en Chine

Les cours du pétrole hésitent lundi, pris entre des données économiques contradictoires sur l'activité manufacturière en Chine, pays déterminant pour les investisseurs. Et pour cause, l'Empire du Milieu est moteur de la croissance mondiale de la demande en brut.

Les cours du pétrole tergiversent ce lundi. Vers 13 heures, heure de Paris, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre baissait de 2,23% à 77,06 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en octobre, perdait 0,12%, à 73,64 dollars. Les cours d'or noir oscillent entre gains et pertes en raison « des préoccupations concernant l'économie chinoise », indique Bjarne Schieldrop, analyste chez Seb. Selon un indice indépendant publié ce lundi, l'activité manufacturière en Chine a repris des couleurs en août, un signe encourageant de la santé du monde industriel apportant un certain soutien aux prix. Un indice indépendant à rebours des données officielles. Le nombre de nouvelles commandes a renoué avec la croissance, selon l'enquête publiée dans un communiqué commun Caixin-S&P Global. L'amélioration de la demande a par ailleurs conduit à une stabilisation des niveaux de personnel dans les entreprises, après une longue période de déclin de 11 mois. « Dans l'ensemble, le secteur manufacturier a connu une amélioration en août, un mois marqué par une expansion stable de l'offre et de la demande », souligne Wang Zhe, économiste pour Caixin,



● Les cours du pétrole oscillent entre gains et pertes en raison « des préoccupations concernant l'économie chinoise », selon Bjarne Schieldrop, analyste chez Seb. (photo d'illustration) (Crédits : Reuters)

citée dans le communiqué. Mais « des problèmes majeurs tels que l'insuffisance de la demande intérieure, les incertitudes significatives en matière de demande internationale et le faible optimisme du marché persistent », prévient-il, appelant les autorités à accroître leur soutien à l'activité. Les chiffres vont à rebours des données officielles, qui font état d'une contraction. L'indice PMI officiel publié samedi par le Bureau national des statistiques (BNS) avait montré un net recul de l'activité manufacturière, à 49,1 points en août - une contraction encore plus forte que le mois précédent (49,4).

L'économie chinoise scrutée

Les investisseurs scrutent l'état de santé de l'économie chinoise depuis le ralentissement de la croissance au

deuxième trimestre, le pays étant le premier importateur de brut au monde. « À l'avenir, les données économiques chinoises seront examinées afin de déterminer comment la puissance asiatique se maintient au cours du troisième trimestre », souligne Kathleen Brooks, de XTB. Pour rappel, la reprise post-Covid en Chine a été brève et moins robuste qu'attendue. Certains secteurs ont largement retrouvé des couleurs (notamment les services et le tourisme ou encore l'automobile). Mais le géant asiatique est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, une confiance morose des ménages et des entreprises, ce qui pénalise la consommation, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur.

(Avec AFP)

OpenAI

Nvidia et Apple pourraient investir plusieurs milliards de dollars

L'entreprise à l'origine de ChatGPT envisage une nouvelle augmentation de capital à laquelle pourraient participer plusieurs géants de la tech, selon des informations dévoilées par des médias américains jeudi.

L'argent coule toujours à flots dans le monde de l'intelligence artificielle (IA), et OpenAI concentre une grande partie de ces flux. Selon des informations rapportées par plusieurs médias américains jeudi, Apple et Nvidia discutent actuellement d'un possible investissement au capital du créateur de l'interface ChatGPT. Sollicité par l'AFP, Apple n'a pas donné suite dans l'immédiat. D'autres investisseurs devraient figurer dans ce nouveau tour de table d'OpenAI, en premier lieu la société de capital-investissement Thrive Capital, sur la base d'une valorisation de 100 milliards de dollars. C'est 20 milliards de plus que lors du dernier tour de table, réalisé il y a huit mois seu-



● Nvidia et Apple pourraient prochainement investir des milliards de dollars dans OpenAI (Crédits : DADO RUVIC)

lement. Premier actionnaire d'OpenAI (49% du capital), Microsoft pourrait également remettre au pot, selon des médias américains, ce nouveau tour de table atteignant plusieurs milliards de dollars.

Nvidia cherche à

investir son trésor de guerre

Si Nvidia envisage de financer OpenAI, c'est notamment car il est l'incontestable gagnant de la révolution de l'IA générative, car ses puces, les GPU, sont considérées comme indispensables au développement de cette technologie. Une activité qui lui a permis de générer un chiffre d'affaires de 30 milliards de dollars pour la période allant de fin avril à fin juillet, largement au-dessus des 28,7 milliards de dollars attendus par les analystes. Ce montant traduit une croissance de 122% par rapport à l'an dernier, accompagnée d'un bénéfice net de 16,6 milliards de dollars, en augmentation de 168%.

(Avec agences)

Finance climat

Un premier brouillon d'accord vers la COP29

Dévoilé par l'ONU, ce document dévoile à grand trait les positions de négociation des blocs de pays à la COP29. Beaucoup sont d'ailleurs encore contradictoires avec un enjeu central : l'augmentation des financements pour aider les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique.

Un petit pas certes, mais un pas quand même. Ce jeudi, l'ONU climat a publié un brouillon d'accord sur l'objectif de finance climatique qui doit être adopté en novembre à la COP29 de Bakou. Instructif, ce document dévoile à grand trait les positions contradictoires des principaux blocs de pays. Ce document, consulté ce vendredi par l'AFP, est une base de travail des négociations qui doivent aboutir à la COP29, sous présidence de l'Azerbaïdjan. Il recense sept options, encore incomplètes, qui synthétisent les positions antagonistes des blocs.

Divergence sur la base des contributeurs financiers

Pour rappel, l'objectif principal de cette COP est de remplacer l'engagement actuel d'aide climatique des pays développés, tenus de fournir 100 milliards de dollars par an jusqu'en 2025 aux pays en développement. Et sur cet enjeu, différentes positions sont exposées dans ce brouillon



● Mukhtar Babayev, président de la COP29 et ministre azerbaïdjanais de l'Ecologie et des Ressources naturelles (photo d'illustration) (Crédits : Reuters)

d'accord. Le groupe arabe souhaite par exemple que les pays développés s'engagent, pour la période 2025-2029, à fournir au minimum 441 milliards de dollars par an de subventions, afin de mobiliser, en ajoutant les prêts et financement privés, un total de 1.100 milliards. Le groupe africain met, lui, sur la table un objectif annuel de 1.300 milliards de dollars annuel. Depuis plusieurs mois, les pays donateurs (établis en 1992 à Rio: Etats-Unis, Union européenne, Japon, Grande-Bretagne, Canada, Suisse, Turquie, Norvège, Islande, Nouvelle-Zélande et Australie) font savoir que ces montants sont irréalistes

pour leur finances publiques. Ces nations arguent notamment qu'elles ne représentent pas plus de 30% des émissions historiques et réclament donc d'élargir la base des donateurs, en particulier à la Chine et aux pays du Golfe, qui ne veulent pas entendre parler. Comme idée, le Canada propose donc que le nouvel objectif soit rempli par les pays définis à Rio ainsi que par ceux « qui ont un Revenu national brut supérieur (RNB) à 52.000 dollars par habitant ou sont dans le top 10 des pays émetteurs de gaz à effet de serre cumulés avec un RNB de 20.000 dollars par habitants ».

(Avec AFP)

France

L'inflation passe enfin sous la barre des 2%

L'indice des prix à la consommation a progressé en août de 1,9% sur un an en France, un reflux qui fait passer l'indicateur sous la barre symbolique des 2% pour la première fois depuis août 2021, a indiqué l'Insee ce vendredi.

C'est acté. Pour la première fois depuis août 2021, l'inflation est repassée en dessous de la cible de 2% visé par la Banque centrale européenne (BCE). Ce vendredi, l'Institut national de la statistique et des études économiques a annoncé qu'en août, l'indice des prix à la consommation a progressé de 1,9% sur un an en France. Après avoir atteint 2,3% sur un an en juillet, l'inflation s'est donc assagiée en août selon cette estimation provisoire, qui devra être confirmée en septembre. A 1,9%, l'indice des prix à la consommation (IPC) retombe ainsi sous l'objectif d'inflation de 2% poursuivi par la Banque centrale européenne. Une nouvelle qui a d'ailleurs été bien accueillie par la Bourse puisque le CAC 40 s'affichait en hausse de 0,45% vers 10h15, à 7.675 points. Jeudi, l'indice a déjà progressé de 0,84% et est revenu à un plus haut depuis mi-juillet.

Fort ralentissement des prix de l'énergie



● Après avoir atteint 2,3% sur un an en juillet, l'inflation s'est assagiée en août dans l'Hexagone. (Crédits : Reuters)

Une révision à la hausse de l'IPC lors de la seconde estimation, attendue le 13 septembre, reste par ailleurs possible. En mai et en juin, l'Insee avait ainsi révisé à la hausse sa première estimation d'inflation, à hauteur de 0,1 point. En attendant, l'Insee précise que dans cette première estimation, le coût de l'énergie n'a ainsi progressé que de 0,5% sur un an en août, alors qu'il avait bondi de près de 7% un an plus tôt, « principalement en raison (...) de la hausse des tarifs réglementés de l'électricité appliquée au 1er août

2023 », rappellent les statisticiens nationaux. Les prix des produits alimentaires ont également augmenté de 0,5% sur un an en août, un rythme identique à celui du mois de juillet, tandis que les services - qui pèsent le plus lourd dans l'indicateur -, se sont renchérissés de 3,1% sur un an, là où leur prix n'avait progressé que de 2,6% sur un an en juillet.

Un recul partout en Europe

A noter aussi : ce recul de la hausse des prix a également été observé chez nos voisins. L'inflation est repartie à la baisse en août, à +1,9% sur un an en Allemagne, repassant pour la première fois sous les 2%... depuis mars 2021. Il s'agit donc d'une baisse plus forte qu'attendue par les analystes sondés par Factset. De même, l'inflation espagnole a aussi fortement ralenti en août pour atteindre 2,2%.

(Avec AFP)

Réforme

Pourquoi le monde a besoin d'une convention fiscale mondiale de l'ONU

Le système fiscal mondial a besoin d'être réformé, et l'ONU a répondu à l'appel en présentant en août un projet de nouvel accord fiscal universel qui représente une étape historique vers un changement du paysage financier.

L'objectif est d'aider les nations du monde entier à stimuler la croissance économique et à atteindre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs. Voici ce que vous devez savoir sur la convention fiscale des Nations Unies et ce qu'elle signifie pour les populations du monde entier :

Pourquoi une nouvelle convention est-elle importante ?

Une convention fiscale des Nations Unies représente un changement majeur dans la manière dont la fiscalité internationale est abordée, avec le potentiel d'avoir un impact significatif sur l'architecture des systèmes financiers mondiaux et sur la manière dont l'argent des contribuables est utilisé pour le bien public. C'est pourquoi le Comité spé-



● © ILO/Marcel Crozet. Des tailleurs travaillent sur une chaîne de production dans une usine de vêtements au Cambodge.

cial des Nations Unies chargé de rédiger les termes de référence d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale a conclu mi août sa deuxième session en approuvant un ensemble d'orientations pour le nouveau traité, faisant ainsi un pas en avant historique vers la construction d'un système fiscal international légitime, équitable, stable, inclusif et efficace. Une coopération fiscale internationale plus inclusive et plus efficace est essentielle pour permettre aux pays de répondre aux défis existants liés à la fiscalité,

de la numérisation aux opérations mondiales des grandes entreprises multinationales, ainsi que pour mobiliser les ressources nationales et utiliser la politique fiscale pour le développement durable.

Que couvrira une convention fiscale de l'ONU ?

Une convention-cadre de l'ONU devrait, entre autres, établir un système inclusif, juste, transparent, efficace, équitable et effectif pour le développement durable, selon le mandat du Comité spécial. Cela impliquerait d'utiliser des approches qui contribu-

ront à la réalisation du développement durable dans trois dimensions : économique, sociale et environnementale. En outre, la convention-cadre devrait inclure des engagements pour atteindre ses objectifs, de l'imposition équitable des entreprises multinationales à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales des particuliers fortunés – et à la garantie de leur imposition effective dans les États membres concernés. Deux protocoles juridiquement contraignants devraient également être élaborés simultanément avec la convention-cadre, dont un pour traiter de l'imposition des revenus tirés de la prestation de services transfrontaliers dans une économie de plus en plus numérisée et mondialisée.

Comment une convention fiscale de l'ONU peut-elle aider les pays du Sud ?

Un système de coopération fiscale inclusif peut relever

correctement les défis du renforcement des ressources nationales pour permettre à tous les pays de financer et de promouvoir des politiques alignées sur les 17 objectifs de développement durable (ODD). « Seul un système fiscal international pleinement inclusif sera légitime et efficace », a déclaré Junhua Li, Secrétaire général adjoint au développement économique et social, à l'ouverture de la session du Comité spécial. « Les moyens de subsistance et l'avenir de milliards de personnes dépendent de la capacité des gouvernements à financer les infrastructures de base, l'éducation, les services de santé et l'action climatique », a déclaré le Secrétaire général adjoint Li.

Existe-t-il un consensus sur un traité fiscal mondial ?

Non. Les pays en développement le soutiennent largement, mais certains pays industrialisés ont exprimé des réserves, comme en

témoigne le vote qui s'est tenu en août au sein du Comité spécial. Au total, 110 États membres ont voté en faveur des termes de référence d'un nouveau traité, avec 44 abstentions et huit pays votant contre (Australie, Canada, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, République de Corée, Royaume-Uni et États-Unis). Le Comité spécial des Nations Unies chargé de rédiger les termes de référence d'une convention-cadre des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale a voté en faveur de l'envoi de directives à l'Assemblée générale pour établir un traité fiscal mondial des Nations Unies.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Le mandat du Comité spécial sera transmis à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui tiendra un vote lors de la 79e session de l'organisation mondiale qui débutera en septembre.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Votre clarté d'esprit et vos capacités intellectuelles vous permettront de régler vos problèmes financiers. Ne négligez pas les avis de votre entourage, on pourrait vous donner de bons conseils.

Taureau Cette position de Saturne laisse entendre que la chance financière ne sera pas de votre côté pour le moment. Cela ne veut pas dire que vous serez automatiquement confronté à des difficultés pécuniaires. En revanche, cette configuration indique que si vous agissez sans précaution, si vous dépensez trop ou si vous vous lancez dans des opérations risquées, la chance pourrait vous lâcher. Vous devrez donc rester très prudent.

Gémeaux Avec les dépenses imprévues que Saturne vous obligera à engager aujourd'hui, de sérieuses difficultés de trésorerie pourront vous rendre la vie plus dure que vous ne l'aviez envisagée, surtout si vous avez laissé traîner quelques dettes. Désormais, il faudra vous montrer plus prévoyant, sachant que "les tuiles qui garantissent de la pluie ont été faites par beau temps" (proverbe chinois).

Cancer Votre goût du risque pourra vous entraîner très loin. Attention aux opérations financières hasardeuses qui pourraient être catastrophiques. Mais il sera possible d'effectuer des transactions plus fructueuses.

Lion Vous éviterez de bâtir continuellement des châteaux en Espagne et, plus encore, de vous lancer dans des opérations spéculatives risquées. Cette fois, vous prendrez pour règle d'or qu'il ne faut jouer ou spéculer que dans la mesure de ses moyens, mais jamais selon ses besoins ou ses ambitions.

Vierge Maintenez vos dépenses dans des limites raisonnables malgré la griserie provoquée par l'ambiance générale. Pour vous convaincre de vos erreurs passées, examinez bien les dépenses que vous avez effectuées dernièrement ; vous verrez que beaucoup d'entre elles sont parfaitement inutiles ou franchement exagérées. "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire" (Benjamin Franklin).

Balance L'ambiance planétaire générale laisse craindre des déceptions en affaires, peut-être un vol ou une perte d'argent, voire une escroquerie. Si vous prêtez de l'argent, ne pensez pas pouvoir le récupérer un jour !

Scorpion Ce sera une bonne journée pour mettre le nez dans vos comptes et vous attaquer aux problèmes financiers les plus urgents. En cas de litige avec votre propriétaire ou votre locataire, vous aurez du répondant !

Sagittaire Votre vie matérielle sera sans nuages. Amélioration de vos rentrées mensuelles ou meilleur train de vie. Ceux qui avaient auparavant des problèmes financiers auront toutes les chances de les résoudre de manière satisfaisante. Ceux qui ont des dettes pesantes s'en verront délivrés et pourront commencer à faire de vraies économies. Vous serez bien inspiré dans vos transactions financières diverses. Même la pratique d'un violon d'Ingres permettra à certains d'en tirer des profits appréciables.

Capricorne Vous serez saisi d'une fringale de dépense. Si vous allez faire des courses, il serait prudent de vous faire accompagner d'une personne raisonnable, qui saura freiner vos élans et vous conseiller.

Verseau Appuyez-vous sur une bonne administration de vos biens et une saine gestion de votre budget pour améliorer vos revenus. L'argent ne fait pas le bonheur, certes, mais, dans nos sociétés actuelles de consommation, il ne peut y avoir de bonheur sans argent.

Poisson La planète Mercure mettra en vedette les questions financières. En général, vous êtes plutôt doué pour faire fructifier votre épargne. Aujourd'hui, vous trouverez des solutions nouvelles et encore plus ingénieuses pour rentabiliser vos économies.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU

Vivre serein dans une propriété sécurisée



**Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo
Tel : 91068288/ 90339292**

Domaine d'intervention : Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.

Filière café & cacao

Prix indicatifs aux producteurs du 1er au 15 septembre 2024

Au Togo, le Comité de coordination pour les filières café et cacao, rend public, les prix indicatifs aux producteurs pour la période allant du 1er au 15 septembre 2024.



Promotion du sport à la base

Des jeunes de 5 à 17 ans à la 1ère édition du « camp de tennis pour tous »

Le club de tennis Sport et développement (HSD) a organisé, les 29 et 31 août à Lomé, la première édition de son projet Camp de tennis pour tous pour amener les jeunes à s'intéresser au sport en général et au tennis en particulier.

Cette initiative de l'HSD a connu la participation de 55 jeunes dont les âges sont compris entre 5 et 17 ans parmi lesquelles 27 filles. Ils sont venus des quartiers environnant des cours de tennis du club HSD sis à Kégué, entre l'édifice de la Fédération togolaise de football (FTF) et le Centre Olympafrica Anani Mathia. Durant les deux jours, les jeunes ont reçu une formation à la fois théorique et pratique. Le volet théorique a consisté à les entretenir sur les plans hygiénique et vestimentaire. Il était question de leur faire comprendre que tout athlète est appelé à être propre, contrairement à ce que les gens imaginent. Les jeunes ont été briefés sur les exigences de la discipline à savoir être orga-

nisé, concentré et cohérent. Ils ont été aussi instruits sur ce qu'est une balle de tennis et une raquette. Le second volet, technique et pratique a permis de les former sur les fondamentaux de la discipline (initiation au mini-tennis) : la préparation physique avant le début des entraînements, la préparation de la raquette et le lancer de balle. « Certains parents pensent que pour jouer au tennis il faut avoir assez de moyens et nous voulons démontrer aux gens que cette façon de penser n'est pas forcément vrai. On essaie donc de faire ce qu'on peut pour aider les enfants », a indiqué la trésorière du club HSD, Mme Amoussou Hoégoé Ablavi, chargée à l'organisation dans le cadre du projet. Elle a aussi ajouté que le club a

saisi cette opportunité pour sensibiliser les jeunes sur le sérieux dans les études et donc concilier sport et étude, ce qui leur permettra de bien évoluer dans la vie. Le club HSD entend continuer par motiver les jeunes à toujours revenir, à être régulier sur le cours de tennis et qu'ils découvrent la discipline sur le long terme. Les dirigeants pensent sensibiliser les parents sur l'importance pour les jeunes de faire du sport et surtout sur les bienfaits du tennis. La rentrée des classes étant proche, le bureau du club HSD a profité de cette occasion pour offrir aux participants, des kits scolaires constitués de cahiers, d'écritaires (crayons et bics), de gommes et de bien d'autres articles scolaires. Avec ATOP/AR /GKM/TD

Réunion de prise de contact

La ministre de la communication et de la culture s'entretient avec les directeurs des départements

La ministre de la Communication, des Médias et de la Culture, Porte-parole du gouvernement, Mme Yawa Kouigan s'est entretenue avec les directeurs et responsables relevant de son département au cours d'une réunion de prise de contact, le lundi 2 septembre à Lomé.

Cette rencontre vise à tisser de bonnes collaborations et d'interaction entre la ministre et le personnel de la communication et celui de la culture d'une part et d'autre part entre le personnel de la communication et de la culture. Elle a été l'occasion pour les directeurs et responsables de la communication et de la culture de faire connaissance. La ministre a saisi l'occasion pour s'entretenir en privé avec les responsables de la culture rattachés à son ministère à savoir l'Institut régional d'Enseignement supérieur et de Recherche en Développement Culturel (IRES-RDEC), le Bureau togolais du droit d'auteurs (BUTODRA) et le Comité national du Patrimoine culturel. La ministre Kouigan a souligné qu'elle compte sur les richesses de son département en termes de ressources humaines pour l'atteinte des objectifs assignés. Pour elle, l'atteinte des objectifs seuls ne suffit pas, il faut apporter un pas de plus, en allant au-delà. Elle a mis un accent particulier sur l'importance de la collaboration et de l'interaction ainsi que sur la confiance qu'elle place sur tout le personnel. La ministre a relevé que la confiance est une monnaie qui s'appelle le dévouement et le travail insistant sur les



qualités non seulement techniques en faisant preuve de la ponctualité mais aussi des qualités humaines entre communication et culture. Elle a exhorté les uns et les autres à faire des propositions motivantes pour relever les défis dudit ministère. Le Secrétaire général du ministère de la Communication, des Médias et de la Culture, Dr. Tinaka Wediabal Kossi a félicité la ministre pour la confiance que le chef de l'Etat lui a renouvelée. « Votre riche expérience votre vision, votre engagement et surtout votre rôle honorifique et stratégique de porte-parole du gouvernement sont des atouts précieux qui nous rassurent beaucoup, car nombreux sont les défis, nombreuses sont les attentes des populations par rapport à ce grand ensemble qui forme aujourd'hui le ministère de la communication, des médias et de la culture » a indiqué le Secrétaire général. Dr. Tinaka

a souligné que les défis qui incombent le ministère nécessitent des stratégies adaptées, une collaboration avec les différents acteurs et un engagement constant. D'après le secrétaire général, les défis qui se situent dans le secteur de la communication aussi que la culture sont notamment, la gestion de la désinformation ; l'adaptation aux évolutions médiatiques ; la transparence et la confiance publique ; la protection de la vie privée et des données ainsi que la transformation numérique. Aussi dans le secteur de la culture, les défis sont, entre autres, l'impact de la modernisation, le financement et le soutien aux acteurs culturels, la promotion et la préservation du patrimoine culturel, la création des industries créatives et culturelles. Ces défis constituent une menace des cultures nationales. Avec ATOP/GMM/FD/TD

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with 4 columns: Country, 2020, 2022, and 2023. It compares export and import values for various commodities like agricultural products, energy, and vehicles between Senegal, Nigeria, and the USA. The table shows a significant increase in exports for Senegal and Nigeria in 2023 compared to 2022, while the USA shows a decrease.

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A BOIRE AVEC MODERATION



BB LOMB S.A.
LE LABEL QUALITE

www.bb-lomb.com



*Prix de vente détail conseillé

➤ NOUVELLE FORCE DE LA NATURE ◀